

LA MARCHÉ AU POUVOIR

Le réalisme et l'action résolue nous importent plus que l'idéologie. Il nous faudra abandonner quelques-uns de nos désirs, revenir sur plus d'une exigence, et mettre de côté certaines de nos idées.

G. Schröder, été 1998

Schröder avant Schröder

G. Schröder est né le 7 avril 1944 à Mossenberg, petit village de Westphalie, dans une famille protestante très modeste. Il ne connaîtra jamais son père, qui tombe en Roumanie quelques jours après la naissance de ce second enfant. Le jeune Gerhard doit aider financièrement sa mère, remariée en 1947, pour élever les trois autres enfants issus du second lit ; les difficultés rencontrées par sa mère amènent Schröder à quitter l'école à quatorze ans et à rentrer en apprentissage comme vendeur. Boursier, il suit les cours du soir et passe le bac en 1966. Ayant ensuite commencé des études de droit, il est nommé avocat en 1976 et ouvre un cabinet deux ans après.

Fier de cette remarquable ascension sociale, G. Schröder en jouera beaucoup, par la suite, dans la mise en scène de sa personnalité publique. Entré au SPD à 19 ans, il mène de front une double carrière professionnelle et politique. Il côtoie les contestataires de 1968, sans adhérer à leurs thèses les plus provocatrices. Il ne s'en situe pas moins du côté de la gauche d'obédience marxiste, et il défend, en tant qu'avocat, les opposants au nucléaire ou par exemple H. Mahler, l'ancien avocat des membres de la RAF.

Schröder entame une lente ascension politique au sein du parti social-démocrate : il est président des Jeunes socialistes (*Jusos*) de 1978 à 1980, puis ensuite, de 1983 à 1993, président de la section SPD de Hanovre, pour être élu président du SPD en Basse-Saxe, en 1994.

Entre-temps, il a été élu député au *Bundestag*, en 1980 puis 1983 ; à partir de 1982, il y siège (sans cravate !) sur les bancs de l'opposition. Parallèlement, Schröder entre dans les instances dirigeantes de son

parti, au niveau fédéral : il devient membre du Comité directeur en 1986, puis du Présidium en 1989.

Dans la première partie de sa carrière, son profil politique est celui d'un militant nettement marqué à gauche. Son dernier acte à la direction des Jeunes socialistes a été de déplacer leur congrès à Gorleben, petite ville de Basse-Saxe célèbre depuis 1977 pour avoir été choisie comme l'un des sites d'enfouissement des déchets nucléaires. (Depuis, le centre de stockage de Gorleben est connu comme destination des fameux transports « Castor » en provenance de l'usine de La Hague). Les *Jusos* voulaient ainsi protester contre le nucléaire et le retraitement des déchets radioactifs.

Schröder essaie toujours, en politique, de garder l'initiative, sinon de forcer le destin ; en 1986, il est candidat tête de liste aux élections régionales de Basse-Saxe, pour tenter d'en devenir le ministre-président. Il lui manque quelques milliers de voix seulement pour être élu chef du gouvernement du *Land*. Il prend alors la présidence du groupe parlementaire au *Landtag* (diète régionale) de Hanovre, et décide de ne pas se présenter aux élections législatives fédérales de 1987, qui voient la première réélection du chancelier Kohl.

Aux élections régionales suivantes, en mai 1990, Schröder et le SPD l'emportent sur la CDU sortante (avec 44,2 % des voix contre 42 %). G. Schröder constitue alors, déjà, une coalition composée des sociaux-démocrates et des Verts, une coalition rouge-verte. Le scrutin de 1994, sans donner à Schröder la majorité absolue en voix, lui apporte une majorité absolue en sièges et lui permet de former un gouvernement uniquement dirigé par le SPD.

Le jeune Schröder a, relativement tôt, acquis la réputation d'un politique qui, s'il n'est pas spécialiste de la chose économique, s'y intéresse suffisamment pour être considéré comme un homme compétent en la matière. Ses fonctions gouvernementales à Hanovre le font entrer au conseil de surveillance de Volkswagen, dont le siège se trouve sur ses terres de Basse-Saxe, à Wolfsburg (un cinquième des emplois du *Land* dépendent de l'industrie automobile).

Schröder le « manager » se fait connaître lors de son premier mandat par un interventionnisme qui prône parfois des méthodes peu orthodoxes lorsqu'il s'agit d'empêcher le rachat et l'« assainisse-

ment » de certaines entreprises, sidérurgiques notamment (*Salzgitter Stahl*).

Consécration à Hanovre

Fort d'une popularité qui dépasse les frontières de sa région de Basse-Saxe, Schröder peut aborder les échéances électorales de 1998 avec confiance.

Au sein de son parti, il s'est imposé comme possible candidat à la Chancellerie après de sérieux affrontements entre ceux que l'on appelle « les petits-fils de W. Brandt ». Quand le SPD a décidé, en 1993, de faire élire son président par les adhérents, c'est R. Scharping, alors ministre-président du *Land* de Rhénanie-Palatinat qui arrive en tête avec un peu plus de 40 % des voix, devant Schröder (33 %). Les rapports sont rapidement conflictuels entre le président et Schröder, porte-parole du parti. Scharping semble avoir du mal à supporter les sautes d'humeur et l'esprit de contradiction de Schröder, que l'on dit volontiers autoritaire et peu soucieux de la discipline de parti. En 1995, Scharping décide de mettre fin aux fonctions de son porte-parole, mais l'habile Schröder réussit à lui faire parvenir sa démission avant que la décision ne soit connue.

À la fin de la même année, au Congrès du SPD, Oskar Lafontaine bat Scharping et devient président du parti, Scharping restant président du groupe parlementaire social-démocrate. Pour Schröder, on envisage la candidature à la Chancellerie. Mais Lafontaine, il le sait, est son grand rival, et il le restera. L'homme est également populaire, et pas seulement en Sarre, *Land* qu'il dirige avec le surnom de « Napoléon de la Sarre ». Ce sobriquet n'est pas dû qu'à sa petite taille. Lafontaine est connu pour ses opinions souvent radicales et ses positions bien tranchées. En économie, il représente une tendance plus keynésienne, misant tout sur l'augmentation de la demande, contrairement à Schröder, dont les positions sont plus floues, mais qui semble la plupart du temps plus porté à stimuler l'offre.

À Hanovre, Schröder jouit du soutien des classes moyennes, malgré le bilan mitigé de sa gestion ; la croissance du PIB de la

région est inférieure à ceux des autres *Länder* de l'ouest, la Basse-Saxe est très endettée, et le taux de chômage y est supérieur de deux points à la moyenne des *Länder* de l'ouest. Fort d'une popularité qu'il cultive toujours très habilement, Schröder annonce en 1997 qu'il briguera la Chancellerie fédérale s'il ne perd, aux élections régionales du 1^{er} mars 1998, pas plus de 2 % des voix par rapport à son score du scrutin précédent : en 1994, il avait recueilli 44,3 % des suffrages.

Le scrutin de mars 1998 en Basse-Saxe suscite donc un intérêt plutôt inhabituel, notamment auprès des observateurs étrangers : tout autant que les Allemands, l'opinion publique internationale désire savoir, moins d'un an avant l'élection au *Bundestag*, qui, de Schröder ou de Lafontaine, sera le champion de l'opposition et affrontera le chancelier sortant.

Kohl a par ailleurs contribué lui-même, malgré l'insistance de la CDU à ne voir dans les élections de Hanovre qu'un test régional, à lui donner une dimension de « primaire » fédérale en déclarant que « chaque voix pour la CDU était une voix contre la politique de blocage au *Bundesrat* ». Le SPD dispose en effet au début de 1998 d'une majorité à la chambre des *Länder*, deuxième chambre du Parlement fédéral, et repousse un grand nombre de projets de loi votés par la majorité conservatrice et libérale (CDU/CSU/FDP) du *Bundestag*.

Pour le SPD, Hanovre est de toute façon un fief à part, où jamais, depuis 1947, les sociaux-démocrates ne sont tombés en dessous de 33,7 % des suffrages. Et dans ce second bastion du parti avec la Rhénanie-du-Nord-Wesphalie, la position du ministre-président G. Schröder est plus qu'enviable. Très à l'aise en public, Schröder sait déjà être la « bête de spectacle » qui lui vaudra plus tard le surnom de « chancelier des médias ». Il s'entend fort bien à tirer parti des occasions que lui fournit l'actualité.

Ainsi en janvier 1998 encore, quand l'affaire de la *Preussag Stahl AG* lui permet d'apparaître de nouveau comme un politique interventionniste, comme un habile négociateur au service de l'emploi. Cette entreprise sidérurgique, dont le siège est à Düsseldorf, voyait deux de ses filiales, situées en Basse-Saxe, menacées de rachat par un groupe autrichien ; on pouvait craindre que celui-ci ne les « assai-

nisse » en supprimant près de 10 000 emplois. Schröder engage le *Land* et fait racheter l'entreprise par la Banque régionale publique, la Norddeutsche Landesbank, pour plus d'un milliard de DM. Le prix est élevé, le résultat incertain sur le long terme, mais l'opération est électoralement payante : le SPD conserve, avec une progression d'environ 7 % et près de 60 % des voix, les deux circonscriptions où la *Preussag Stahl AG* était implantée.

Les électeurs sont reconnaissants à leur ministre-président de cette action et d'autres « coups » ; certains y voient bien entendu de l'opportunisme et disent, à juste titre, qu'il est difficile d'identifier clairement sa ligne politique. Les idées de Schröder sont en effet difficiles à cerner ; il est certain que, de l'aile gauche du parti, il a progressivement glissé, avec l'exercice du pouvoir régional, vers un centre dont il sait bien qu'il ne pourra se passer si son destin le mène à Bonn. Néanmoins, une majorité relative d'électeurs de gauche lui font encore confiance et lui attestent même une compétence en matière économique et sociale.

Les craintes essentielles de la population étant le chômage, la précarité, l'ouverture de l'Europe et les conséquences de la mondialisation, Schröder joue sur ce tableau, ne manque pas une occasion de rappeler que les vraies décisions se prennent au niveau fédéral, et se présente comme un recours pour la RFA. Ce qui lui permet de faire oublier le bilan de sa gestion régionale. Schröder, qui entretient des rapports chaleureux — et voyants — avec banquiers et grands chefs d'entreprise, devient rapidement pour ses adversaires « le camarade des patrons » (*der Genosse der Bosse*), et il cultive cette image de gestionnaire moderne et sans complexe en fumant ostensiblement d'énormes cigares, comme jadis L. Erhard, le père du miracle économique allemand.

Au terme du scrutin de Hanovre, le soir du 1^{er} mars 1998, la victoire de Schröder, ministre-président sortant, est très nette : les sociaux-démocrates, avec 47,9 % des suffrages, sont en hausse de plus de trois points. Cette victoire plus large que prévu a été remportée au détriment de tous les autres partis : la CDU perd un demi-point (35,9 %), les Verts stagnent à 7 % en recul de 0,4 %, et les petits partis (qui ne seront pas représentés au Parlement régional, le

Landtag) perdent 3,1 %. Seul le parti libéral FDP, à 4,9 % des voix, augmente son score, d'un demi-point.

La venue au pouvoir

O. Lafontaine annonce donc logiquement que Schröder sera le candidat SPD à la Chancellerie lors des élections au *Bundestag* de septembre. Ainsi intronisé, Schröder se rend dès le 1^{er} avril à Paris, où il s'emploie avec Lafontaine à minimiser les divergences de vue avec les socialistes français, divergences largement soulignées par la presse. Il n'avait pas échappé aux observateurs que le « libéralisme de gauche » vanté par le candidat-chancelier semblait le rapprocher plus d'un Tony Blair que d'un Lionel Jospin.

Le Congrès extraordinaire du SPD à Leipzig, le 17 avril, désigne officiellement Schröder comme candidat à la Chancellerie pour les élections fédérales du 27 septembre. Le rôle éminent du chancelier dans le système constitutionnel de la RFA explique que les élections au *Bundestag* se cristallisent autour d'un affrontement entre les têtes de liste des deux grands partis ; en 1998, au bout de seize ans de gouvernement chrétien-démocrate, la personnalisation du scrutin prend une dimension cruciale.

Les spectaculaires résultats des élections régionales de Saxe-Anhalt, le 26 avril, renvoient une image inquiétante de l'état d'esprit de l'électorat allemand au printemps 98. Si le SPD maintient, en la confortant même de près de deux points, sa position dominante (35,9 %), c'est le parti d'extrême-droite de l'Union allemande du peuple (DVU, *Deutsche Volksunion*) qui crée la surprise en rassemblant 12,9 % des voix, atteignant même 17 % dans certaines circonscriptions. C'est donc la première fois depuis la réunification qu'un parti d'extrême-droite, avec 16 députés, fait son entrée dans un Parlement régional d'un des *Länder* de l'est. Cette percée assez inattendue d'une formation très agressive (gratifiée de 5 % d'intentions de vote dans les sondages) illustre la radicalisation d'une opinion déboussolée et exaspérée. La CDU s'effondre, perdant 12,4 points pour chuter à 22 % des suffrages, et les libéraux du FDP ne parviennent pas à franchir la barre des 5 % qui leur permettraient d'être représentés à l'assemblée régionale. Il en va de même des

Verts, en baisse de 2 points, qui n'atteignent que 3,2 % des voix. Seuls les anciens communistes du parti du socialisme démocratique (PDS, *Partei des demokratischen Sozialismus*) se maintiennent quasiment à leur niveau record de 19,6 % (-0,3).

C'est le reproche essentiel que l'on adresse à la CDU/CSU : avoir, par son immobilisme, polarisé l'opinion. Les démocrates chrétiens et leurs alliés libéraux gèrent une situation bloquée où l'on ne répond aux peurs des citoyens que par la mise en avant des services rendus à la cause de l'unité allemande ou par l'affirmation des valeurs défendues de tout temps par l'Union.

Dans sa campagne, que des observateurs ont qualifiée d'« anachronique », la vieille CDU n'a pas réussi à renouveler ses thèmes traditionnels, négligeant sans doute d'accorder suffisamment d'importance à la très réelle inquiétude sociale de la population, et laissant le « chancelier de l'unification » occulter le désir de renouveau de la jeune génération du parti. Kohl se montre particulièrement maladroit dans cette campagne qu'il mène seul, arc-bouté sur son image, tenté par des slogans du style « moi ou le chaos ». Il s'était en fait préparé à affronter Lafontaine, candidat potentiel en 97 ; il pouvait en effet conserver quelques chances de battre ce candidat de l'aile gauche du SPD. Mais la désignation de Schröder ne l'a pas fait changer de stratégie, et il refuse de céder la place à son « dauphin » Wolfgang Schäuble, soutenu par une partie de sa formation.

L'héritier d'Adenauer ne semble pas se rendre compte qu'il apparaît aux yeux de toute une partie de l'opinion, et pas seulement de gauche, comme le représentant d'un parti désuet et passéiste, impliqué, qui plus est, dans diverses affaires qui ont jalonné les quinze années précédentes : l'affaire des dons aux partis politiques (*Parteispendenaffäre*), entre autres, ainsi que le scandale provoqué par les conditions de vente du complexe chimique de Leuna, en ex-RDA.

Les pesanteurs sociologiques de son parti s'ajoutent à l'aveuglement de Kohl. La CDU demeure un vieux parti traditionnel, garant des valeurs immuables de la démocratie chrétienne qui ont présidé à la renaissance de la vie politique en RFA. La CDU reste l'instrument, voué au soutien de l'action gouvernementale, qu'en avait fait Adenauer ; aux yeux de ce dernier, la CDU devait être un

organe soumis, au service de la mise en œuvre de sa politique et ayant pour seule fonction de propager ses idées. En outre, dans un contexte de plus en plus déchristianisé, elle participe sans aucun doute du déclin général des formations politiques européennes qui se réclament de cette inspiration. Et le « conservatisme libéral » prôné par la CDU/CSU dans sa période d'opposition (entre 1969 et 1982) est loin d'avoir la force mobilisatrice qui pourrait enthousiasmer les foules. Que penser de l'impact de slogans comme « On continue comme avant ! » (*Weiter so !*) ?

D'autant que le nombre de chômeurs, au troisième trimestre de 1998, se situe à 3,8 millions, malgré une légère décrue les deux derniers mois, et que, sept ans après les mirifiques promesses du chancelier, les citoyens de l'est de l'Allemagne se sentent floués, méprisés et incompris. Face au désenchantement persistant dans les *Länder* de l'est, quelles peuvent être les chances de formules comme « La liberté au lieu du socialisme » (*Freiheit statt Sozialismus*) ? Le résultat désastreux du scrutin de Saxe-Anhalt démontre avec éclat à quel point la CDU s'est coupée de cet électorat. Pour les habitants de l'ex-RDA, il est plus que temps de cesser d'accorder la priorité aux questions économiques et de redonner toute son attention au problème social.

Bien au contraire, Kohl commet l'erreur de continuer à demander des efforts à une population désorientée par les bouleversements des dix dernières années. Face à lui, Schröder, homme des médias, fait une excellente campagne, se gardant bien d'exiger de ses compatriotes des sacrifices supplémentaires. Il joue de ses bonnes relations avec les représentants du monde de l'économie, fait appel à de nombreuses personnalités de la société civile, s'accapare même certains thèmes traditionnels de ses adversaires comme l'ordre et l'efficacité allemande. Surtout, comprenant le désarroi des classes moyennes, Schröder axe son offensive vers le centre de l'échiquier politique, mettant déjà en place sa politique du « nouveau centre » (*Neue Mitte*).

Stratégie payante puisque tous les analystes, au cours de l'été 98, donnent Schröder et le SPD gagnants. Seules les élections régionales de Bavière peuvent redonner un peu confiance au camp de Kohl : la CSU y conforte sa majorité absolue avec 52,9 % des voix, et Edmund